

Les humanitaires inquiets d un éventuel départ des forces de maintien de la paix

Dans la région instable de l'est du Tchad, les travailleurs humanitaires surveillent avec inquiétude les discussions sur un éventuel retrait des forces de maintien de la paix des Nations Unies, depuis que le gouvernement a dit qu'il voulait que la mission quitte le pays à la fin de son mandat, le 15 mars prochain>>>

« La principale préoccupation des agences humanitaires concerne l'impact [qui aurait ce départ] sur la situation de sécurité », a dit, sous couvert d'anonymat, un travailleur humanitaire dans l'est du Tchad.

« Si le gouvernement tchadien peut créer les conditions permettant aux opérations humanitaires de se poursuivre dans un environnement sécurisé, très bien. Mais sinon, continuer le travail humanitaire ici sera très difficile ». Un des rôles de la mission des Nations Unies en République centrafricaine et au Tchad (MINURCAT) consiste à protéger les civils, et notamment les quelque 450 000 réfugiés et déplacés dans l'est du Tchad.

Dans cette région, malgré la présence des militaires et de la police, les travailleurs humanitaires et d'autres civils sont régulièrement la cible de braquages de véhicules, d'enlèvements et de vols commis par des groupes armés. Dans des bulletins récents sur les opérations au Tchad, le Bureau des Nations unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA) a dit que l'insécurité était « une préoccupation majeure », et que de « graves crimes » affectaient les organisations humanitaires et les civils dans l'est.

Des attaques à main armée ont également visé une force de police tchadienne entraînée par les Nations Unies, qui a aussi pour mission de protéger les réfugiés et les déplacés.

Le gouvernement tchadien a demandé aux Nations Unies de ne pas renouveler le mandat de la MINURCAT, a dit, le 20 janvier, Général Oki Mahamat Yaya Dagache, représentant du président Idriss Deby auprès de la mission des Nations Unies.

« A la fin du mandat, nous ne prolongerons pas », a-t-il dit. Il n'a pas souhaité commenter les raisons de cette décision. Le 19 janvier, un présentateur de la radio d'Etat a dit que la MINURCAT avec ses 3 000 hommes déployés à ce jour, pour un effectif prévu de 5 200 hommes « [ne s'était] pas montrée efficace ».

D'après la radio d'Etat, le Tchad est prêt à collaborer avec les Nations Unies pour assurer la sécurité des réfugiés vivant dans l'est du Tchad.

M. Dagache et des responsables des Nations Unies ont dit que les deux parties discuteraient de la MINURCAT au cours des prochains jours.

Une des préoccupations du gouvernement, qui demande le départ de la MINURCAT, porte sur la lenteur du déploiement, d'après un porte-parole de la mission.

« Le gouvernement nous a fait part de ses inquiétudes concernant des retards dans le déploiement de la MINURCAT et le développement du soutien aux infrastructures destiné au Détachement Intégré

de Sécurité [la force de police tchadienne entraînée par les Nations Unies] », a dit Michel Bonnardeaux, responsable de l'information de la MINURCAT.

« Nous travaillons sur ces points, et sur d'autres. Dans les prochains jours, une équipe [des Nations Unies] de New York viendra au Tchad pour discuter de ces questions avec le gouvernement ».

Des travailleurs humanitaires dans l'est du Tchad ont dit que leur principale préoccupation était la protection des civils et des travailleurs humanitaires quelle que soit l'organisation qui s'en charge.

La plupart des travailleurs humanitaires n'ont pas souhaité que leur nom ou celui de leur organisation soient cités, car selon eux, le sujet est sensible.

« Des dizaines de milliers de réfugiés et de civils tchadiens vulnérables ont toujours besoin d'aide, mais les travailleurs humanitaires qui les aident sont confrontés à une situation de plus en plus dangereuse », a dit une personne travaillant pour une organisation humanitaire internationale.

« Les travailleurs humanitaires doivent être protégés en permanence, de façon à pouvoir apporter une aide aux populations démunies, dans l'urgence et avec efficacité, mais aussi dans des conditions sécurisées ».

Oxfam International a dit : « Notre préoccupation principale est la sécurité et le bien-être des réfugiés, des déplacés et des communautés tchadiennes. Etant donné la situation actuelle instable dans l'est du Tchad, marquée par le banditisme, des tensions entre les communautés au sujet des ressources naturelles, et la fragilité des négociations de paix visant à résoudre le conflit armé dans la région, il est nécessaire que toutes les mesures visant à assurer la sécurité, à établir un état de droit et à mettre fin à l'impunité soient examinées et employées ».

L'organisation Oxfam a dit qu'elle n'avait pas de commentaire à faire sur la question de savoir si la sécurité devrait être prise en charge par la MINURCAT ou par le gouvernement tchadien. « Notre préoccupation est que les communautés soient en sécurité et aient accès aux services essentiels, y compris à l'aide humanitaire ».

Fecha artículo: 2010-02-05 13:14:27 - url artículo: <http://www.comfia.net/html/970.html>

**Logos y marcas propiedad de sus respectivos autores.
Los comentarios son propiedad y responsabilidad de cada autor.
© 1998-2006 COMFIA - CCOO - <http://www.comfia.net>**